

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 15/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CEPE DE MARSANNE**

Zone Industrielle de Courtine  
330 rue Mourelet  
84000 Avignon

Références : 20251215-RAP-DAEN1319  
Code AIOT : 0006112592

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement CEPE DE MARSANNE implanté Forêt de Marsanne 26740 Marsanne. L'inspection a été annoncée le 20/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEPE DE MARSANNE
- Forêt de Marsanne 26740 Marsanne
- Code AIOT : 0006112592
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le propriétaire de la société du parc éolien (CEPE MARSANNE) est Elios Energy 3 France S.A.S (liée à la société OCTOPUS RENEWABLES (Grande-Bretagne)).

Les caractéristiques du parc sont :

N° du Permis de construire et date : PC2617604M0020 du 29 mars 2006

Mise en Service : le 22 mai 2008

Exploitant : CEPE DE MARSANNE (maintenance : Groupe RES)

Puissance du parc : 12 MW

Fabricant : VESTAS V80/2000

6 éoliennes de 2 MW unitaire

Hauteur de mâts de 67 mètres (moyeu).

Le parc est en cours de renouvellement.

### Thèmes de l'inspection :

- Suivi chantier
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Suivi par un écologue	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.3.1.	Demande d'action corrective	1 mois
6	Talus	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.2.3.	Demande d'action corrective	1 mois
7	Réserve Incendie	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 7.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Avant le 31/12/2025

(1) s'applique à compter de la date de la notification de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2-II.	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 2.3	Sans objet
4	Remise en état des plates-formes	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.3.2.	Sans objet
5	Eco-Pastoralisme	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.2.	Sans objet
8	Description des opérations de démantèlement et de remise en état	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-I	Sans objet
9	Devenir des matériaux	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-II	Sans objet
10	Contenu de l'attestation éolien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-III	Sans objet
11	Attestation éolien	Code de l'environnement du 23/10/2025, article R. 515-108	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement le chantier se déroule dans de bonnes conditions.

Il est correctement suivi par l'exploitant et aussi par un écologue mandaté qui vient à intervalles réguliers.

A noter toutefois que ce dernier fait état de points de vigilance qu'il convient de suivre, notamment :

- Une purge des sols doit être réalisée si des coulures de graisse sont visibles pour les quelques pales qui n'avaient pas été bâchées au sol ;
- La libération des collets des arbres doit être réalisée pour janvier 2026 ;
- L'ensemble des quelques déchets doivent être récupérés et évacués.

La réserve incendie doit être installée en décembre 2025 puis bardée par la suite (avec passage petite faune à prévoir) le tout en lien avec les services SDIS/DDT (+ le bouclage des chemins de défense incendie).

Des modifications concernant des talus sont prévues par rapport au dossier d'autorisation déposé qu'il convient de présenter à l'inspection. Un lien avec le service Paysage de la DREAL sera à initier sur les questions techniques.

L'inspection du chantier de renouvellement a été l'occasion de faire quelques rappels concernant la déclaration OREOL, les futures garanties financières à constituer, les objectifs de réutilisation-recyclage-valorisation à atteindre (réglementation nationale) et l'envoi de la future attestation aux parties prenantes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration OREOL

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2-II.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :  - le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;  - le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;  - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;  - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;</li> <li>- la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs.</li> </ul> <p>Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une mise à jour « OREOL » a été réalisée. La date de démarrage du chantier a été renseignée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il faudra renseigner la future date de mise en service du parc renouvelé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Garanties financières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La mise en service du parc éolien est subordonnée à la constitution des garanties financières dont le montant initial est précisé par le calcul mentionné plus haut (article 2.1) [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le parc renouvelé n'est pas encore mis en service. Il s'agit ici d'un point de rappel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est conseillé de fournir le montant de la garantie financière à l'inspection pour validation avant la mise en service du parc renouvelé.</p> <p>Pour rappel (nos échanges de mars 2025) il conviendra d'utiliser la formule du dernier arrêté ministériel éolien modifié datant de 2023 pour les <u>futures nouvelles</u> éoliennes soit : <math>Cu = 75\ 000 + 25\ 000 \times (P-2)</math></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Suivi par un écologue

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi par un écologue
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un écologue est chargé de contrôler la bonne réalisation du chantier et des mesures à mettre en place par des visites de chantier. Des comptes-rendus sont réalisés suite à ces visites et transmis à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces) au plus tard un mois après chaque visite.  L'écologue est présent lors des différentes étapes du projet et assure les missions suivantes :  1/ Phase préliminaire : (avant le démarrage des travaux) : rédaction du cahier des prescriptions écologiques à destination des entreprises en charge des travaux, localisation des enjeux à baliser l'année des travaux.  2/ Phase de calage : les journées de calage ont pour but de préciser sur le terrain, avec le ou les responsables de chantier, la localisation des mesures d'atténuation, d'expliquer les raisons ainsi que les moyens à mettre en place pour les mener à bien.  3/ Phase chantier : lors de la phase de travaux, des visites de contrôle sont effectuées pour s'assurer du bon respect des préconisations. Ces visites sont réalisées notamment lors des phases critiques du chantier tels que le terrassement. L'écologue suit la bonne mise en œuvre des mesures d'atténuation d'impacts prévues. Le nombre de visites de chantier est en moyenne de 2 par mois sur la durée du chantier.  4/ Phase post chantier : à la fin du chantier, une visite de contrôle du site est réalisée. En cas de pollution accidentelle ou par un apport conséquent de matières en suspension, le maître d'ouvrage procède à la restauration du milieu et/ou à une renaturation du site touché.
<b>Constats :</b>  La société Qenergy a fourni 14 compte rendus de suivi d'écologue. Le bâchage d'une partie des pales (partie graisseuse) n'a pas été fait. Une purge des sols doit être réalisée si des coulures de graisse sont visibles. La libération des collets des arbres est prévue pour janvier 2026. L'ensemble des déchets doivent être récupérés et évacués.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Une purge des sols doit être réalisée si des coulures de graisse sont visibles. La libération des collets des arbres est à faire pour janvier 2026. L'ensemble des déchets doivent être récupérés et évacués.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Remise en état des plates-formes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état des plates-formes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une plantation forestière sur les 3 plate-formes non réutilisées est réalisée (choix d'espèces locales et adaptées au réchauffement climatique).
<b>Constats :</b>  Comme discuté avec la société Qenergy et pour rappel ce sont 4 plate-formes non réutilisées qui feront l'objet d'une plantation forestière et pas 3, contrairement à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Eco-Pastoralisme**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eco-Pastoralisme
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'entretien des abords des éoliennes est réalisé soit par fauche mécanique entre le 1er septembre et le 1er mars, et/ou par éco-pastoralisme extensif possible toute l'année.
<b>Constats :</b>  L'exploitant confirme à l'inspection que l'éco-pastoralisme a été retenu pour ce site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Talus**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Talus
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] - Les talus sont modelés après le chantier etensemencés avec des essences locales.
<b>Constats :</b>  Des modifications sont prévues par rapport au dossier d'autorisation déposé qu'il convient de présenter à l'inspection. Un lien avec le service Paysage de la DREAL sera à initier sur les questions techniques.  Le principe de ne pas ensemenacer sous l'aire de rotation des pales a été privilégié (préservation de la biodiversité).

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Réserve Incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 7.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Implanter une citerne DFCI de 60 m<sup>3</sup> à hauteur de l'intersection des pistes au niveau de la zone indiquée sur la représentation ci-après. L'emplacement définitif sera réalisé en concertation avec les services SDIS26/DDT. Une insertion paysagère de cet équipement sera réalisée (bardage bois, citerne enterrée ...) ;</p> <p>[...]</p> <p>Suite aux échanges SDIS26/DDT sur le projet, réaliser le bouclage des chemins selon le plan ci-après (partie rouge) :</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que l'implantation de la citerne est validée en concertation avec les services SDIS26/DDT.</p> <p>Le positionnement du bardage est à valider en concertation avec les services SDIS26/DDT (position du portail) et un passage petite faune est à intégrer.</p> <p>L'exploitant déclare que l'installation en tout premier lieu de la citerne seule (sans bardage) est actée pour le mois de décembre 2025.</p> <p>Il sera confirmé à l'inspection que la citerne a été installée avant le 31 décembre 2025.</p> <p>Sur un autre sujet : le bouclage des chemins sera à valider en concertation avec les services SDIS26/DDT lors de leur future venue.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> Avant le 31/12/2025

**N° 8 : Description des opérations de démantèlement et de remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-I
<b>Thème(s) :</b> Autre, Description des opérations de démantèlement et de remise en état
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement « s'appliquent également au démantèlement des aérogénérateurs qui font l'objet d'un renouvellement. Elles » comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le démantèlement des installations de production d'électricité ;</li> <li>- le démantèlement des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour</li> </ul>



<p>des aérogénérateurs et des postes de livraison. Dans le cadre d'un renouvellement dûment encadré par arrêté préfectoral, les postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison peuvent être réutilisés ; »</p> <p>- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet « et ayant été acceptée par ce dernier » démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation. « Dans le cadre d'un renouvellement dûment encadré par arrêté préfectoral, les fondations en place peuvent ne pas être excavées si elles sont réutilisées pour fixer les nouveaux aérogénérateurs. » ;</p> <p>- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le démantèlement des installations de production d'électricité est en cours (dernière éolienne en cours de démantèlement le jour de l'inspection - retrait de la dernière pale de T6). Le poste de livraison de la CEPE de Marsanne a été démantelé. Les câbles restent à enlever. La totalité des fondations étaient en cours d'excavation. La remise en état du site se fait en lien avec le propriétaire du terrain (mairie de Marsanne).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Devenir des matériaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Devenir des matériaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.</p> <p>Au 1er juillet 2022, au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, lorsque la totalité des fondations sont excavées, ou 85 % lorsque l'excavation des fondations fait l'objet d'une dérogation prévue par le I, doivent être réutilisés ou recyclés.</p> <p>Au 1er juillet 2022, au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.</p> <p>Les aérogénérateurs dont le dossier d'autorisation complet est déposé après les dates suivantes ainsi que les aérogénérateurs mis en service après cette même date dans le cadre d'une modification notable, doivent avoir au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- après le 1er janvier 2024, 95 % de leur masse totale, tout ou partie des fondations incluses, réutilisable ou recyclable ;</li> <li>- après le 1er janvier 2023, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable ;</li> <li>- après le 1er janvier 2025, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour ce dossier, les objectifs sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés ;</li> <li>- 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.</li> </ul> <p>L'atteinte de ces objectifs sera démontrée en lien avec l'organisme tiers en charge de l'attestation réglementaire de démantèlement (voir points de contrôle ci-après).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Contenu de l'attestation éolien**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Contenu de l'attestation éolien</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. Une fois les opérations de démantèlement et de remise en état achevées, l'exploitant fait attester, conformément à l'article R. 515-106 du code de l'environnement, que les opérations visées aux I et aux trois premiers alinéas du II ont été réalisées conformément aux prescriptions applicables.</p> <p>Cette attestation est établie par une entreprise répondant aux conditions fixées par les textes d'application de l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel l'organisme retenu* doit satisfaire aux exigences de l'article 6 et des annexes I et VIII de l'arrêté du 9 février 2022 pour délivrer des attestations (ATTESEOLIEN) garantissant la mise en œuvre des opérations de démantèlement des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.</p> <p>L'exploitant a justifié que l'entreprise retenue pour attester les opérations dispose d'un certificat de conformité jusqu'au 30 janvier 2030 (délivré par le Laboratoire National de Métrologie et d'Essais) suivant l'arrêté du 9 février 2022 fixant les modalités de certification prévues aux articles L.556-1 et L.556-2 du code de l'environnement, le référentiel, les modalités d'audit, les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et les conditions d'équivalences prévus aux articles R.512-39-1, R.512-39-3, R.512-46-25, R.512-46-27, R.512-66-1 et R.515- 106 du code de l'environnement, ainsi que les modèles d'attestation prévus aux articles R.556-3 et R.512-75-2 du code de l'environnement.</p> <p>* Bureau VERITAS Star Park - Bât. B 17 rue Marius Tercé 31300 TOULOUSE</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Attestation éolien**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/10/2025, article R. 515-108
<b>Thème(s) :</b> Autre, Attestation éolien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque les travaux, prévus à l'article R. 515-106 ou prescrits par le préfet, sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet et lui transmet l'attestation établie par l'entreprise mentionnée au 5° de l'article R. 515-106. L'attestation est également transmise au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme ainsi qu'au propriétaire du terrain. Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans un délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation, la remise en état du site est réputée achevée.
<b>Constats :</b>  Pour rappel, en plus du préfet, la future attestation devra être transmise à l'établissement public de coopération intercommunale en charge de l'urbanisme (Montélimar Agglomération) et les propriétaires des terrains.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite